
Compte rendu financier et économique

PREMIER TRIMESTRE 2022-2023

Compte rendu financier et économique
Premier trimestre 2022-2023

Publié par :

Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Août 2022

Couverture :

Bureau du Conseil exécutif, Communications gouvernementales (n° 13371)

Traduction :

Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-3022-1



Pensez à recycler!

Message du ministre



Je suis heureux de présenter aux Néo-Brunswickoises et aux Néo-Brunswickois le plus récent compte rendu trimestriel de la situation financière et économique de notre province. Bien que l'excédent ait augmenté, il représente un modeste 1,2 % de notre budget global.

Les agences de notation ont toutes réaffirmé notre cote de crédit. En fait, Moody's Investors Service a récemment revu à la hausse les perspectives de crédit de la province, passées de stables à positives, tout en réaffirmant sa cote de crédit Aa2. Cette agence a noté notre solide gestion financière, notre gestion prudente de la dette et nos prévisions budgétaires équilibrées.

Grâce à une gestion responsable de nos finances, le service de la dette publique est inférieur à ce qu'il aurait été autrement. Cela contribuera non seulement à atténuer les répercussions de la hausse des taux d'intérêt, mais aussi à investir davantage dans les services destinés à la population. Nous avons accru les dépenses en soins de santé de près de 200 millions de dollars, soit la plus forte augmentation en pourcentage de ces dépenses depuis 2008-2009. De plus, nous avons fait d'importants investissements dans le logement abordable et dans la prestation d'urgence pour le carburant et la nourriture afin de donner une aide financière devant l'augmentation du coût de la vie.

Notre économie s'est redressée beaucoup plus rapidement que prévu et la population croît à un rythme inégalé depuis les années 1970. Ces facteurs ont largement contribué à l'amélioration des résultats concernant nos recettes fiscales. De telles observations sont faites ailleurs au pays, les différents gouvernements voyant leurs recettes s'accroître de façon notable.

Malgré ces résultats, il reste de nombreux défis à relever. Nous subissons encore les effets de la COVID-19, l'inflation atteint un niveau jamais vu depuis quarante ans, les pénuries de main-d'œuvre se généralisent et les taux d'intérêt sont en hausse. Ce ne sont là que quelques-uns des facteurs qui influencent notre contexte opérationnel. Nous devons trouver un équilibre entre la réponse aux besoins d'aujourd'hui et un avenir durable pour les générations de demain.

Malgré notre bon rendement financier des derniers mois, le Bureau du directeur parlementaire du budget a récemment indiqué que nos finances ne sont pas viables à long terme, car les coûts croissants des soins de santé continuent d'accaparer une plus grande part du budget provincial. À l'instar d'autres administrations au Canada, nous constatons les pressions auxquelles fait face notre système de soins de santé. Ces pressions continueront de croître avec le vieillissement de la population, d'où la nécessité de trouver de nouvelles et meilleures façons de donner des soins de santé, dès maintenant et pour l'avenir.

Notre gouvernement est conscient des difficultés entraînées par la volatilité subie ces dernières années. Nous avons connu des hauts et des bas économiques, nous avons vu la prestation de services affectée, mais nous avons vu les recettes provinciales réagir de façon fort différente que lors des ralentissements économiques passés. Ce présent compte rendu trimestriel vient éclairer la voie à suivre pour continuer d'équilibrer les besoins actuels par rapport à ceux des générations futures de Néo-Brunswickois.



L'hon. Ernie L. Steeves
Ministre des Finances et du Conseil du Trésor

Compte rendu financier de 2022-2023

Les prévisions pour l'exercice 2022-2023 font état d'un excédent de 135,5 millions de dollars par rapport au surplus prévu au budget de 35,2 millions.

Les recettes totales devraient dépasser de 220,2 millions de dollars le montant budgété. Cette amélioration reflète une croissance économique et démographique plus forte que prévu, qui influence positivement l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe de vente harmonisée. Un complément fédéral unique au titre du Transfert canadien en matière de santé visant à éliminer les listes d'attente en chirurgie a contribué à l'augmentation des prévisions relatives aux subventions inconditionnelles.

Les dépenses totales devraient dépasser de 119,9 millions de dollars le montant prévu au budget. Cette hausse est attribuable à des dépenses plus élevées du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail découlant du report de fonds fédéraux dans le cadre du programme TravailNB, à l'augmentation des coûts de la Direction des affaires postsecondaires liée à la hausse des taux d'intérêt, ainsi que du ministère du Développement social pour la prestation d'urgence pour le carburant et la nourriture et d'une hausse anticipée des coûts de transport pour les clients et les partenaires.

Selon les prévisions, la dette nette devrait atteindre 12,9 milliards de dollars, soit 44,3 millions de dollars de moins d'une année à l'autre.

TABLEAU 1
RÉSUMÉ FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice au 31 mars 2023			Du début de l'exercice au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Recettes.....	11 346,1	11 566,2	220,2	2 822,4	2 802,5	(19,9)
Dépenses.....	11 310,8	11 430,7	119,9	2 667,3	2 668,1	0,8
Excédent (Déficit).....	35,2	135,5	100,3	155,1	134,4	(20,7)
Dette nette - Fin de l'exercice.....	(12 996,7)	(12 936,9)	59,8	(12 754,3)	(12 760,7)	(6,4)

AVIS AU LECTEUR :

Les prévisions et les états financiers sont établis en fonction des renseignements fournis par la direction. Étant donné qu'une prévision financière repose sur des hypothèses concernant des activités à venir, les résultats réels varieront selon l'information présentée. Cette information financière n'a pas fait l'objet d'un examen ni d'une vérification.

Les totaux peuvent varier en raison de l'arrondissement.

Aperçu des recettes

Les recettes devraient être supérieures de 220,2 millions de dollars au montant budgété. Voici certains des principaux écarts :

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers sont en hausse de 86,0 millions de dollars en raison d'une croissance plus forte des revenus pour 2021 et 2022, ce qui fait foi d'un renforcement de l'économie.
- Les subventions inconditionnelles sont en hausse de 41,2 millions de dollars grâce à un paiement de transfert fédéral unique visant à éliminer les listes d'attente en chirurgie, dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé, qui a été annoncé après la publication du budget 2022-2023 de la province.
- Les rentrées de taxe de vente harmonisée ont fait un bond de 40,8 millions de dollars selon les dernières estimations fédérales, qui indiquent une prévision plus solide du bassin national de recettes, sur lequel les paiements du Nouveau-Brunswick sont fondés.
- Les subventions conditionnelles sont en hausse de 32,9 millions de dollars en raison du financement accordé dans le cadre des ententes sur le développement du marché du travail et de la main-d'œuvre, et du Fonds pour la sécurité des soins de longue durée. Ces sommes sont partiellement compensées par le moment où sont perçues les recettes en vertu de l'Accord Canada-Nouveau-Brunswick sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.
- Les recettes en capital sont en hausse de 11,1 millions de dollars grâce aux modifications au calendrier des grands projets fédéraux et aux recouvrements plus élevés que prévu dans le cadre du Nouveau Fonds Chantiers Canada.
- Les recettes provenant des produits de placements ont augmenté de 6,2 millions de dollars, principalement sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt.
- Les rentrées de taxe sur le transfert de biens réels se sont accrues de 6,0 millions de dollars en raison de l'augmentation de la valeur moyenne des transactions.
- Les revenus des organismes sont en hausse de 5,7 millions de dollars en raison d'une augmentation des recettes de Casino Nouveau-Brunswick.
- Les recettes de la taxe sur les primes d'assurance ont augmenté de 5,0 millions de dollars en raison d'une hausse plus élevée que prévu des polices souscrites dans le secteur de l'assurance.
- Les rentrées d'impôt foncier provincial sont en baisse de 10,0 millions de dollars en raison du programme d'allègement de l'impôt foncier pour les habitations de quatre appartements ou plus et les propriétés non résidentielles.
- Les rentrées de taxe sur le tabac ont diminué de 5,0 millions de dollars à cause de volumes de ventes moins élevés que prévu.

Aperçu des charges

Les charges totales devraient dépasser le budget de 119,9 millions de dollars. Voici certains des principaux écarts :

- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail devrait dépasser le budget de 45,8 millions de dollars, principalement en raison du report de fonds fédéraux dans le programme TravailNB et de l'augmentation des coûts de la Direction des affaires postsecondaires attribuable à la hausse des taux d'intérêt.
- Le ministère du Développement social a dépassé le budget de 30,1 millions de dollars, surtout à cause de la prestation d'urgence pour le carburant et la nourriture et d'une hausse anticipée des coûts de transport pour les clients et les partenaires. Ce dépassement est en partie compensé par des économies concernant les programmes pour les aînés et pour les soins de longue durée.
- Les dépenses au compte de capital dépassent le budget de 17,8 millions de dollars. Les dépenses en capital supplémentaires dans les foyers de soins en vertu de l'entente pour le Fonds pour la sécurité des soins de longue durée signée avec le gouvernement fédéral en sont la principale raison.
- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure a dépassé le budget de 11,9 millions de dollars, principalement à cause de l'augmentation des coûts d'exploitation des programmes d'entretien liés au carburant, à l'énergie et au prix des matériaux.
- Les charges du ministère de la Justice et de la Sécurité publique sont supérieures au budget de 9,5 millions de dollars, surtout en raison de l'augmentation des coûts engagés pour le contrat de services de police et les Services d'inspection et d'application de la loi.
- Le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a dépassé le budget de 8,0 millions de dollars, principalement en raison de l'augmentation des coûts des districts scolaires liés au carburant, à l'énergie et à d'autres dépenses de fonctionnement des installations. Ces coûts sont en partie compensés par des dépenses plus basses que prévu dans le cadre de l'Accord Canada–Nouveau-Brunswick sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants signée avec le gouvernement fédéral.
- Les dépenses du compte à but spécial dépassent le budget de 7,4 millions de dollars. La principale raison réside dans l'augmentation des coûts du compte de financement de la SCHL liée à une amélioration des immobilisations pour les logements pour personnes âgées à but non lucratif, et une hausse des coûts de projet supplémentaires du Fonds pour le service d'urgences 911 du Nouveau-Brunswick.
- Les charges de la Société de développement régional sont inférieures au budget de 14,0 millions de dollars, principalement en raison de retards dans les projets.

Résultats réels du premier trimestre

Les résultats réels du premier trimestre montrent un excédent de 134,4 millions de dollars, comparativement à un surplus trimestriel budgété de 155,1 millions.

- L'écart entre le surplus réel du premier trimestre et le surplus prévu reflète plusieurs facteurs, dont les tendances saisonnières des recettes et des charges ainsi que la date de constatation de ces recettes et de ces charges.
- Depuis le début de l'exercice, les recettes réelles sont inférieures de 19,9 millions de dollars au budget du premier trimestre, en grande partie en raison des estimations des recettes fiscales et de la date de constatation des subventions conditionnelles.
- Les charges réelles totales pour le trimestre sont supérieures de 0,8 million de dollars au budget du premier trimestre, principalement en raison de l'augmentation des dépenses ordinaires et des charges du compte de capital depuis le début de l'année. Cette baisse est partiellement compensée par une diminution des dépenses depuis le début de l'exercice dans les organismes de services spéciaux, le compte à but spécial et l'amortissement.

TABLEAU 2
COMPTE RENDU FINANCIER DE LA PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Recettes						
Compte ordinaire.....	10 764,2	10 972,5	208,4	2 688,7	2 670,0	(18,7)
Compte de capital.....	44,4	55,5	11,1	2,0	2,4	0,4
Compte à but spécial.....	127,7	128,4	0,7	23,9	22,1	(1,8)
Organismes de services spéciaux.....	202,1	200,4	(1,7)	55,9	55,6	(0,3)
Gains du fonds d'amortissement.....	207,7	209,5	1,8	51,9	52,4	0,5
Recettes totales.....	11 346,1	11 566,2	220,2	2 822,4	2 802,5	(19,9)
Dépenses						
Compte ordinaire.....	10 236,3	10 327,3	91,0	2 468,8	2 480,6	11,8
Compte de capital.....	134,2	152,0	17,8	20,7	29,0	8,3
Compte à but spécial.....	144,6	152,0	7,4	20,8	17,0	(3,8)
Organismes de services spéciaux.....	221,2	223,7	2,5	15,2	6,7	(8,5)
Amortissement des immobilisations corporelles.....	574,6	575,7	1,2	141,8	134,8	(7,0)
Dépenses totales.....	11 310,8	11 430,7	119,9	2 667,3	2 668,1	0,8
Excédent (Déficit).....	35,2	135,5	100,3	155,1	134,4	(20,7)

TABLEAU 3
L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(12 981,2)	(12 981,2)	0,0	(12 981,2)	(12 981,2)	0,0
Changements durant l'exercice						
Excédent (Déficit).....	35,2	135,5	100,3	155,1	134,4	(20,7)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(625,3)	(667,0)	(41,7)	(70,0)	(48,7)	21,3
Amortissement des immobilisations corporelles.....	574,6	575,7	1,2	141,8	134,8	(7,0)
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(15,5)	44,3	59,8	226,9	220,5	(6,4)
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	(12 996,7)	(12 936,9)	59,8	(12 754,3)	(12 760,7)	(6,4)

TABLEAU 4
RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
Taxes et impôts						
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 954,0	2 040,0	86,0	501,0	500,2	(0,8)
Impôt sur le revenu des sociétés.....	486,7	486,7	0,0	125,9	125,9	0,0
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1,0	1,0	0,0	0,3	0,0	(0,3)
Impôt foncier provincial.....	571,0	561,0	(10,0)	139,5	134,4	(5,1)
Taxe de vente harmonisée :						
déduction faite du crédit.....	1 774,5	1 815,3	40,8	444,8	462,0	17,2
Taxe sur l'essence et les carburants.....	202,5	201,5	(1,0)	48,5	45,0	(3,5)
Taxe sur les produits émetteurs de carbone.	170,0	169,0	(1,0)	40,1	42,5	2,4
Taxe sur le tabac.....	110,0	105,0	(5,0)	30,8	25,9	(4,9)
Taxe sur le pari mutuel.....	0,5	0,5	0,0	0,1	0,2	0,1
Taxe sur les primes d'assurance.....	70,0	75,0	5,0	13,2	14,4	1,2
Taxe sur le transfert de biens réels.....	45,0	51,0	6,0	10,8	17,1	6,3
Taxe sur le capital des corporations financières.....	24,0	24,0	0,0	6,0	6,0	0,0
Droit sur le cannabis.....	12,0	12,0	0,0	3,0	3,1	0,1
Pénalités et intérêts.....	17,5	16,0	(1,5)	4,5	2,4	(2,1)
	5 438,7	5 558,0	119,3	1 368,5	1 379,1	10,6
Produits de placements.....	265,1	271,3	6,2	45,6	19,1	(26,5)
Licences et permis.....	165,1	164,7	(0,4)	52,1	57,5	5,4
Vente de biens et services.....	489,1	490,9	1,8	121,0	139,5	18,5
Redevances.....	70,3	70,3	0,0	0,2	0,2	0,0
Recettes des organismes.....	184,4	190,1	5,7	46,1	53,0	6,9
Amendes et peines.....	6,8	7,1	0,3	1,7	1,4	(0,3)
Recettes diverses.....	74,1	75,4	1,3	18,6	(1,0)	(19,6)
Total - recettes de provenance interne.....	6 693,6	6 827,8	134,2	1 653,8	1 648,8	(5,0)
Subventions inconditionnelles - Canada						
Paiements de péréquation.....	2 360,0	2 360,0	0,0	590,0	590,0	0,0
Transfert canadien en matière de santé.....	934,2	975,5	41,2	233,6	243,9	10,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	329,4	329,4	0,0	82,3	82,3	0,0
Autres.....	1,9	1,9	0,0	0,5	0,5	0,0
	3 625,4	3 666,7	41,2	906,4	916,7	10,3
Subventions conditionnelles - Canada.....	460,0	492,8	32,9	132,2	108,4	(23,8)
Total - subventions du Canada.....	4 085,4	4 159,5	74,1	1 038,6	1 025,1	(13,5)
Total partiel.....	10 779,0	10 987,3	208,3	2 692,4	2 673,9	(18,5)
Opérations intercomptes.....	(14,9)	(14,8)	0,1	(3,7)	(3,9)	(0,2)
Recettes au compte ordinaire.....	10 764,2	10 972,5	208,4	2 688,7	2 670,0	(18,7)

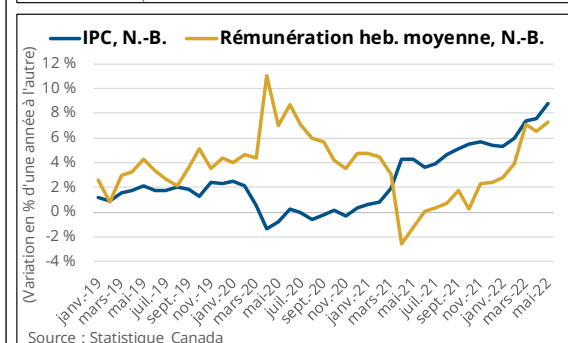
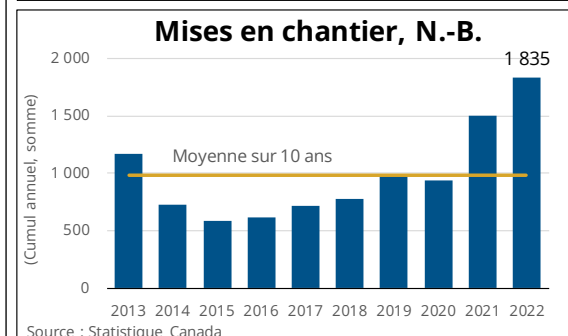
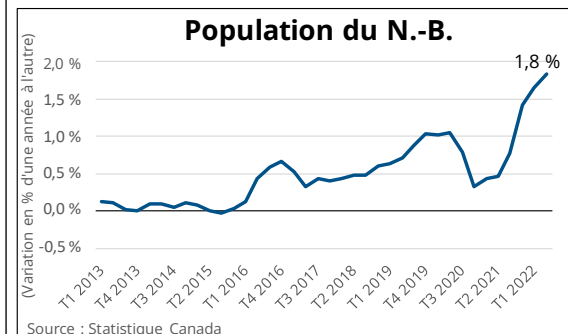
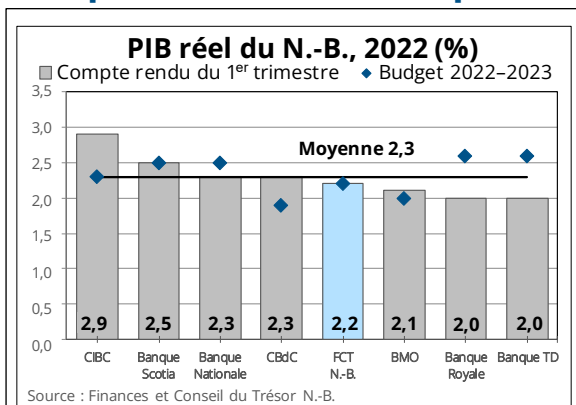
TABLEAU 5
CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
MINISTÈRE						
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	45,5	45,5	0,0	5,8	5,9	0,1
Assemblée législative.....	36,4	36,5	0,0	7,7	6,8	(0,9)
Autres organismes.....	403,7	407,0	3,3	104,9	104,3	(0,6)
Bureau du Conseil exécutif.....	15,4	15,8	0,4	3,9	4,3	0,4
Cabinet du premier ministre.....	1,5	1,4	(0,1)	0,4	0,3	(0,1)
Développement social.....	1 467,6	1 497,7	30,1	382,5	382,1	(0,4)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 572,6	1 580,6	8,0	355,4	408,3	52,9
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	656,4	702,2	45,8	175,3	186,5	11,2
Environnement et Gouvernements locaux.....	167,7	168,9	1,3	44,6	37,5	(7,1)
Finances et Conseil du Trésor.....	29,8	29,6	(0,2)	7,3	7,1	(0,2)
Gouvernement général.....	1 054,9	1 050,7	(4,2)	258,0	258,3	0,3
Justice et Sécurité publique.....	314,3	323,8	9,5	79,8	69,5	(10,3)
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	55,1	55,7	0,6	10,3	9,9	(0,4)
Ressources naturelles et Développement de l'énergie.....	101,7	102,2	0,5	22,7	22,0	(0,7)
Santé.....	3 239,4	3 239,6	0,2	748,0	727,3	(20,7)
Service de la dette publique.....	634,0	634,0	0,0	158,5	149,1	(9,4)
Société de développement régional.....	50,6	36,6	(14,0)	4,4	3,8	(0,6)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	68,7	69,2	0,5	28,8	18,3	(10,5)
Transports et Infrastructure.....	349,9	361,8	11,9	77,7	83,2	5,5
Total partiel.....	10 265,2	10 358,9	93,7	2 476,0	2 484,5	8,5
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(12,7)	(15,4)	(2,7)	(3,1)	0,0	3,1
Opérations intercomptes.....	(16,3)	(16,2)	0,1	(4,1)	(3,9)	0,2
Charges au compte ordinaire.....	10 236,3	10 327,3	91,0	2 468,8	2 480,6	11,8

TABLEAU 6
DÉPENSES EN CAPITAL
(en millions de dollars)

	2022-2023			2022-2023		
	Du début de l'exercice			Du début de l'exercice		
	au 31 mars 2023			au 30 juin 2022		
	Budget	Prévisions	Écart	Budget	Réel	Écart
MINISTÈRE						
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	0,5	0,5	0,0	0,2	0,0	(0,2)
Développement social.....	12,0	23,7	11,7	0,5	0,7	0,2
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1,7	1,7	0,0	0,8	0,1	(0,7)
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	2,0	2,0	0,0	1,1	1,0	(0,1)
Environnement et Gouvernements locaux.....	1,0	1,0	0,0	0,2	0,0	(0,2)
Ressources naturelles et Développement de l'énergie.....	7,9	2,0	(5,9)	0,6	0,0	(0,6)
Santé.....	27,1	27,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Société de développement régional.....	35,0	35,0	0,0	16,5	16,5	0,0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	9,0	9,7	0,7	2,3	1,5	(0,8)
Transports et Infrastructure.....	650,6	700,8	50,2	65,4	57,8	(7,6)
Total partiel.....	746,8	803,5	56,7	87,6	77,7	(9,9)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(612,6)	(651,6)	(39,0)	(66,9)	(48,7)	18,2
Dépenses au compte de capital.....	134,2	152,0	17,8	20,7	29,0	8,3

Compte rendu économique de 2022



	Budget	Revisées
PIB réel	2,2	2,2
PIB nominal	6,2	8,9
Revenu primaire des ménages	4,4	5,9
Population	0,9	1,5
Population active	0,8	0,4
Emploi	1,4	1,4
Taux de chômage (%)	8,5	8,1
Indice des prix à la consommation	3,9	6,7

Sources : Statistique Canada, Finances et Conseil du Trésor N.-B.
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 29 juillet 2022

- Selon le Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale devrait ralentir, passant de 6,1 % en 2021 à 3,2 % en 2022, ce qui s'explique en grande partie par les répercussions de la guerre russo-ukrainienne, les vagues de COVID-19 et les confinements en Chine ainsi que par l'inflation élevée à l'échelle mondiale qui a resserré les conditions financières mondiales.

- L'U.S. Bureau of Economic Analysis a indiqué que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel aux États-Unis a chuté de 0,9 % au deuxième trimestre, après une baisse de 1,6 % au premier trimestre 2022. Le FMI prévoit une croissance économique de 2,3 % aux États-Unis pour 2022.

- Selon Statistique Canada, le PIB réel du Canada a augmenté de 2,9 % au premier trimestre de 2022 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de la hausse de la consommation finale des ménages et des investissements des entreprises et des gouvernements. La Banque du Canada prévoit une croissance du PIB réel de 3,5 % pour l'année.

- Le ministère des Finances et du Conseil du Trésor estime que l'activité économique au Nouveau-Brunswick augmentera de 2,2 % en 2022, ce qui est comparable au taux moyen de 2,3 % avancé par les prévisionnistes du secteur privé.

- La population du Nouveau-Brunswick était estimée à 800 243 habitants au 1^{er} avril 2022, soit une augmentation de 1,8 % (+14 424) par rapport à l'année précédente, cette hausse est attribuable à l'amélioration du solde migratoire interprovincial et du solde migratoire international.

- Depuis le début de l'année, l'emploi a augmenté de 1,7 % par rapport à 2021, la hausse de l'emploi à temps plein (+12 100) ayant compensé la baisse de l'emploi à temps partiel (-5 900).

- La pénurie de main-d'œuvre est restée un problème dans la province : le nombre de postes vacants a augmenté de 40,3 %, passant à 13 600 au T1 2022 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

- Les salaires et les traitements dans la province ont augmenté de 7,9 % au T1 2022 par rapport à la même période en 2021, grâce à la progression de l'emploi et à la hausse du salaire horaire moyen.

- La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté de 5,5 % depuis le début de l'année, soit le taux de croissance le plus élevé parmi les provinces.
- L'investissement en construction de bâtiments au Nouveau-Brunswick a augmenté de 9,7 % au cours des cinq premiers mois de l'année, grâce à une croissance robuste de la construction de bâtiments résidentiels (+15,1 %). L'investissement en construction de bâtiments non résidentiels a reculé de 5,0 % au cours de la même période.
- Soutenues par des hausses dans la construction d'immeubles à logements multiples, les mises en chantier au Nouveau-Brunswick ont totalisé 1 835 unités de janvier à juin 2022, soit une hausse de 21,8 % par rapport à la même période en 2021. Il s'agit du plus haut niveau enregistré pour un premier semestre depuis 2008.
- Les ventes au détail provinciales ont augmenté de 6,1 % depuis le début de l'année, en grande partie grâce à la hausse des ventes dans les stations-service et chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, qui ont représenté environ 75 % de la croissance totale.
- Les ventes des fabricants au Nouveau-Brunswick ont augmenté de 37,5 % au cours des cinq premiers mois de 2022 par rapport à la même période en 2021, grâce à des gains dans les industries des biens non durables (+48,0 %) et durables (+1,5 %).
- Les exportations de marchandises ont augmenté de 36,6 % de janvier à mai 2022 par rapport à la même période en 2021, en grande partie en raison d'une augmentation des prix du pétrole.
- Depuis le début de l'année, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 7,4 % en 2022, soit le taux de croissance d'une année à l'autre le plus élevé pour un premier semestre depuis 1991. Toutes les composantes ont enregistré une croissance des prix, les plus fortes hausses ayant été observées dans les transports (+15,4 %), les aliments (+8,4 %) et le logement (+6,6 %).

TABLEAU 7
INDICATEURS ÉCONOMIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK
(au 29-juil.-2022)

Indicateurs	Depuis le début de l'exercice			Période de référence De janvier à :
	2021	2022	Variation (%)	
Population active (x 1 000).....	395,0	392,6	-0,6 %	juin
Emploi (x 1 000).....	355,6	361,8	1,7 %	juin
Chômage (x 1 000).....	39,4	30,8	-21,8 %	juin
Taux d'activité (%).....	60,9	59,5	...	juin
Taux d'emploi (%).....	54,8	54,9	...	juin
Taux de chômage (%).....	10,0	7,8	...	juin
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$).....	1 005,86	1 061,39	5,5 %	mai
Commerce de détail (M\$).....	5 841,4	6 196,4	6,1 %	mai
Indice des prix à la consommation (2002=100).....	139,9	150,2	7,4 %	juin
Mises en chantier (unités).....	1 506	1 835	21,8 %	juin
Investissement en construction de bâtiments résidentiels (M\$).....	684,1	787,6	15,1 %	mai
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels (M\$).....	255,2	242,4	-5,0 %	mai
Ventes des fabricants (M\$).....	8 361,4	11 498,5	37,5 %	mai
Exportations internationales (M\$).....	6 027,7	8 234,2	36,6 %	mai

... N'ayant pas lieu de figurer

Source : Statistique Canada